



Pourquoi les élus CGT Finances publiques ne siègent pas au CSAL du 3 octobre

Ce vendredi 3 octobre est convoqué un CSAL.

Le climat d'instabilité politique entretenu par la poursuite de politiques d'austérité massivement rejetées par la population et par les fonctionnaires perdure malgré la nomination du nouveau Premier Ministre LECORNU.

Ces mesures d'austérité décidées au cœur de l'été cumulaient régressions sociales et attaques contre le monde du travail, les retraités et les malades. Concrètement, cela signifiait deux jours fériés supprimés, des milliers d'emplois publics sacrifiés, le gel des rémunérations des agents publics, des retraites et des prestations sociales, le doublement des franchises médicales et la remise en cause de la 5ème semaine de congés payés...

Malgré un mouvement de grève et de manifestations qui a réuni plus d'un million de personnes, parmi lesquels des milliers d'agents de la DGFIP, qui ont exprimé leur colère et manifesté leur mécontentement et leur désaccord, le 18 septembre, le premier ministre a refusé de répondre aux exigences de l'intersyndicale et notamment l'abandon des actuelles orientations budgétaires, des moyens budgétaires conséquents pour les services publics partout sur le territoire, l'abandon de la réforme des retraites.

Face au mécontentement de la rue, le gouvernement a néanmoins déjà dû abandonner son projet de supprimer deux jours fériés et a suspendu les décrets de doublement des franchises médicales. **On est loin du compte**, il doit impérativement accéder aux légitimes revendications des travailleurs pour plus de justice sociale et fiscale qui ont à nouveau été portées le 2 octobre.

A la DGFIP, il est urgent que les personnels soient entendus, ils ne peuvent constamment payer le prix de leur exemplarité.

Nous exigeons :

- l'arrêt des suppressions d'emplois et la titularisation des contractuels,
- l'augmentation des budgets de fonctionnement,
- l'arrêt des restructurations.

Par ailleurs la CGT dénonce que les sujets présentés en CSA ne le soient que pour information. Nous exigeons que soit véritablement pris en compte l'avis des agents et de leurs représentants sur l'outil et l'organisation du travail.

Pour l'ensemble de ces raisons, à l'instar de l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires au CSA de réseau, la CGT Finances publiques du Cantal ne siègera pas à ce CSAL.